

LA COHESION SOCIALE LOCALE

à l'ère de la mondialisation



UNIVERSITE D'ETE

Session de l'Institut d'Etudes Mondiales - IEM

Du 28 au 31 août 2007

Au Moulin du Broukay
Eben-Emael



Université d'été 2007 - 2008 - 2009
"CITOYENNETE ET DEMOCRATIE LOCALE"
dans la mondialisation

Et. Responsable : M. GARCET A.D.S. Namur - Prof. J. VAN DEN BROUCKE

LA COHESION SOCIALE LOCALE A L'ERE DE LA MONDIALISATION

1) REGARDS SUR LE PASSE ET LE PRESENT

1.1. Des grands principes de gouvernance

RAMSES III, il y a 3.000 ans avait fait sa devise : « régner, c'est maintenir l'harmonie entre l'ordre et le chaos ».

Il a laissé de nombreuses statues où il était représenté entre deux personnages, pôles de la dialectique politique de la gestion collective.

La logique du gouvernement des Etats depuis la nuit des temps a été le mieux qualifiée par Karl Von CLAUSEWITZ (1780-1831) : « Si tu veux la Paix, prépare la Guerre ».

Depuis décembre 1944, la Charte de San Francisco a établi une nouvelle logique de gouvernance politique des Etats en dissociant la Paix interne à chaque Etat et la Paix en dehors des frontières.

La première relève de la souveraineté nationale. La seconde est régie par le droit international qui assure la Paix entre les Etats. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée Générale des Nations-Unies ont chacun un rôle de diplomatie internationale pour le règlement des conflits.

Ce merveilleux montage suppose le respect du droit international pour chaque nation.

Ces 20 dernières années, la Paix mondiale a été entachée dans les comportements « délinquants » de deux grandes nations : les USA par la 2^{ème} guerre d'Irak et Israël qui refuse la résolution X qui aurait permis de fonder une démarche pacifique au conflit du Moyen Orient.

Ces deux conflits ont des conséquences les plus étendues dans les comportements collectifs au niveau mondial.

Le climat de violence internationale institué par ces deux Etats comme modèle de fonctionnement, remet en question le paradigme de la Paix Internationale comme base de l'histoire nouvelle avec sa nouvelle gérance, sous l'autorité des Nations Unies.

1.2. La gouvernance dans la mondialisation

Ces dix dernières années, nous assistons à la destruction progressive des modèles de la croissance reposant sur la Paix des Nations.

Nous sommes pris entre les trois mâchoires du grappin :

- 1) Les USA, géant politique militaire et économique qui
 - refusent l'autorité des Nations Unies et agit librement dans des matières aussi déterminantes que la guerre comme pratique nationale de politique internationale ;
 - refusent les recommandations de Kyoto pour une gestion mondiale de l'environnement malgré les conséquences qu'elle fait endurer à sa population.
- 2) l'OMC qui a libéré les rapports économiques sans contrôle. La guerre économique est ainsi livrée en toute liberté entre les entreprises implantées mondialement.
- 3) l'Union Européenne qui poursuit sa construction sur le modèle de libéralisme économique mais avec l'empreinte humaniste imposée par son histoire socio-économique et psycho-sociale est bousculée dans son projet.

Les pays européens

- ont inventé les « Droits de l'Homme »
- ont inventé la sécurité sociale
- sont les créateurs des Nations Unies
- sont les inventeurs du droit du travail
- sont les inventeurs de la sociale démocratie
- ont créé la Cour des Droits de l'Homme

La construction européenne s'est opérée entre les « 15 » sur le même modèle consensuel axée sur le paradigme de la Paix Internationale dans les rapports entre Etats mais aussi dans les rapports économiques.

La Commission veille à l'application des règles économiques communes, exerce son autorité et applique des sanctions en cas de non application des règles au sein de l'Union.

L'Union Européenne est au monde la zone la plus démocratique, la plus organisée dans le respect des règles par rapport

- aux citoyens
- aux collectivités
- aux entreprises
- aux États

Le modèle de la cohésion sociale est un challenge qui permet de réaliser le rêve de RAMSES III.

Quoique inféodée aux principes libéraux de libre échange, libre concurrence, l'Union Européenne s'était donné des protections pour protéger les travailleurs, les régions.

1.3. Les grandes différences

L'Union Européenne dispose du modèle social le plus avancé au monde et cherchait sa cohésion sociale.

Dans cette zone, l'histoire a permis une marche concertée et négociée entre les finances, l'économie et le social.

Way of life aux USA

Aux USA, le modèle est très différent, plus inspiré du libéralisme sauvage du « gagnant, gagnant tout.

« Le dollar gagnant assure la richesse, la sécurité, l'éducation, la culture, la paix sociale ». En fait chaque citoyen doit se garantir ou non dans des compagnies privées. L'Etat social n'existe pas. Il n'y a pas de sécurité sociale. La santé, l'éducation, la culture y sont payants.

Avant 1960, les droits civiques restaient à instaurer.

L'égalité des droits ne fait pas partie de la culture politique.

1.4. L'Union Européenne

L'Union Européenne est très différente socialement des USA, il y a consensus sur la cohésion sociale.

Elle est encore plus contrastée si on la compare au reste du monde.

La mondialisation économique place l'Europe dans une position difficile dans les relations commerciales de la libre concurrence.

En Europe, sur le plan politique, des courants s'y opposent avec fermeté. Le courant libéral est prêt à abandonner progressivement la sécurité sociale pour l'ensemble des travailleurs et la transférer en capital d'assurance privée. Il tente à réduire l'autorité de l'Etat pour la transférer aux entreprises y compris dans ses fonctions de santé, éducation, culture, gestion de la mobilité.

Le courant social démocrate, poussé par les syndicats de travailleurs, fait valoir les risques de plus en plus grands encourus par les citoyens et le rôle essentiel que doit prendre l'Etat pour protéger, fournir, assurer une bonne qualité de vie au citoyen.

Il défend la citoyenneté, la qualité de vie et la sécurité d'existence.

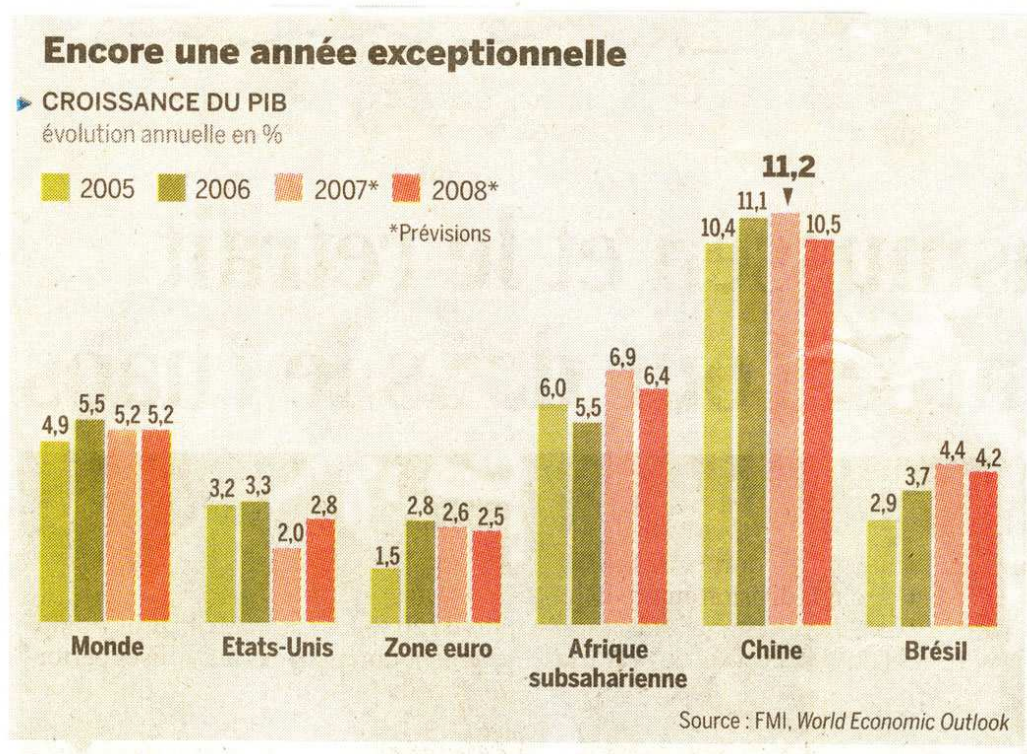
1.5. Les pays émergents

Dans les pays émergents, il n'y a pas eu de révolution sociale, le citoyen n'a pas de droits sociaux ni économiques.

Signalons que la convention abolissant l'esclavage a été prise par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1956. Où en est son application dans les pays sans contrôle juridique des relations de travail ?

Dans les pays, ex-communistes, tout le patrimoine collectif santé, culture, éducation, a été réduit et ne constitue plus une priorité pour les politiciens actuellement au pouvoir.

En conséquence, l'Europe est seule face au reste du monde.



L'avancement de la globalisation économique va faire basculer le modèle social européen.

1.6. Quelle issue ?

Nous allons, dans nos pays, vers des confrontations sociales importantes. L'Union Européenne doit écouter ses citoyens ou mourir en tant qu'Union pour devenir zone de libre-échange comme le souhaiteraient les tenants de la globalisation économique.

La globalisation appelle un resserrement des liens au niveau le plus bas c'est-à-dire la Commune.

Malgré la modernisation, la Commune dans tous les pays est une entité administrative la plus fiable pour le citoyen pour autant que des ajustements s'opèrent quant à la responsabilisation et l'information des citoyens.

2. LA COHESION SOCIALE AU NIVEAU LOCAL

2.1. L'intimité locale

Dans la mondialisation, nous avons besoin d'un peu « d'intimité locale ». La complexité des « déterminants » de la réalité socio-économique provoque des attitudes individuelles paradoxales, parfois même totalement opposées :

- le refoulement
- l'annulation ou la négation
- la tentative de compréhension
- la prise en compte de toutes les informations

2.2. L'espace local

Mais en général, chaque citoyen quelque soit son origine géographique, a besoin de repères simples, universels, invariables constituant de la grégarité primitive : un territoire qu'il aura parcouru, un lieu de rassemblement public, la grand place, un lieu de culte, une maison communale, une case, des notables, un puit, une école, un cimetière, des maisons, des routes, une urbanisation, un lieu où le soleil se lève, un autre où il se couche...

Nous retrouvons cette représentation de la grégarité et de la cohésion sociale dans les dessins d'enfants de trois-quatre ans.

La cohésion sociale locale reste avec ces dimensions vitales, effectives, attachée au temps, à l'histoire, aux générations.

L'urbanisation de la commune contient l'empreinte d'homme et de femme qui y ont laissé leur nom. Ils furent de repères et continuent à l'être.

Le territoire de la commune est l'intimité collective du moi social.

2.3. L'histoire, la durée

La commune porte en elle le sens de la durabilité.

Les communes rurales portent le mieux la dimension de la temporalité : l'avant, le pendant, l'après.

L'agriculture configurait la machine du temps. Les saisons en étaient des repères incontournables. Elles programmaient les mécanismes de causalité.

Les actions en chaîne produisaient des résultats réutilisés dans une autre chaîne où chaque habitant avait son rôle.

Dans la ruralité, les chaînes d'action étaient complémentaires dans un espace réduit, connu, reconnu, collectivement établi, visible.

L'identité y était forte. La cohésion sociale dépendait des saisons. Elle emportait une dévotion aux éléments irrationnels ou les plus visibles.

2.4. Culture et traditions locales

Le culte solaire a pétri toutes nos cultures. Il a laissé des traces dans nos traditions et fêtes populaires.

Si nous ne l'avons oublié, autour du 15 août, c'est la fête des moissons.

En septembre/octobre, c'est la fête des récoltes des tubercules et fruits durs.

En novembre, la terre s'endort et se meurt par le long sommeil jusqu'au 12 décembre quand les nuits commencent à se réduire.

Au-delà, le soleil reprend plus de lumière au solstice d'hiver.

Au carnaval, nous brûlons les mauvais esprits, nous fustigeons les démons qui nous paralysent malgré le soleil brillant.

A Pâques, la nature se ravive. Ce sont les fêtes du printemps.

Dans la ruralité, il y avait identité de parcours du monde végétal, animal et humain.

2.5. Choc des cultures

Au départ de cette image, nous mesurons l'écart par rapport aux modes d'ordonnement présents.

Trois différences nous paraissent essentielles :

- 1) les rapports de causalité sont décollés de la réalité vécue, perçue,..
La partie de conscience de causalité efface le lien personnel et ainsi le vécu de la responsabilité.
- 2) les rapports à l'environnement et aux autres formes de vie se sont progressivement éteints.
- 3) Tout peut être produit et échangé où que l'on soit pour qui que ce soit

La globalisation des rapports essentiels à la vie perturbe l'humain.

Les grandes cités provoquent des dérèglements dans les rapports humains.

La cohésion sociale doit être repensée en rapport avec une proximité naturelle.

La commune idéale se situe entre 10 et 50 mille habitants.

La commune est le plus souvent une succession de quartiers. Elle est entité administrative. L'identité collective est le plus souvent accrochée à la sociologie liée à la terre avec les liens naturels qui se sont établis.

3. RAPPORTS AU SEIN DE LA COMMUNE ENTRE COLLECTIF ET INDIVIDUEL

3.1. La proximité

Au niveau communal, la cohésion sociale se fait dans la proximité. Elle est le reflet des facteurs :

- économiques : la production
- démographiques : la représentation de l'échelle des âges
- urbanistiques : la dispersion et la qualité de l'habitat

3.2. La congruence

La cohésion sociale peut être congruente - facteur de liens, ou conflictuelle - facteur de dissociation de liens.

La congruence : c'est l'harmonie et la cohérence qui se dégagent entre le vécu, le ressenti et l'exprimé, termes utilisés par Carl Rogers pour indiquer la correspondance entre l'expérience et la prise de conscience.

Accord sensible entre ce que je ressens et ce que je dis, entre ce que j'éprouve et ce que je fais, entre ce que je vis et dont je témoigne.

Ces approches nous renvoient à la dynamique du vécu qui repose essentiellement sur l'expérience, la connaissance, l'éprouvé.

Pour créer de nouvelles congruences sur le plan collectif, il faut mettre en place des « laboratoires sociaux » pour de nouvelles expériences quand l'environnement collectif change.

« L'état de congruence condense, focalise une masse d'énergie qui devient entièrement disponible pour nourrir la vivance de notre vie ».

La création de nouveaux espaces avec de nouvelles destinations serait une voie à suivre.

L'absence de cohésion sociale conduit au malaise, au mécontentement de la population.

Elle provoque le changement politique.

Les élections ont une fonction dans la démocratie politique mais elles sont aussi régulatrices.

3.3. Rencontres de l'individu dans le collectif

3.3.1. Elles se font dans les :

- rassemblements publics :
 - églises
 - fêtes paroissiales
 - fêtes locales
 - fêtes de quartier
- manifestations pour affirmation d'identité
 - politique meeting
 - revendication locale
- sauvegarde d'un territoire

3.3.2. communication entre les facteurs individuels et publics

- relation de service aux personnes :
 - crèche
 - école, formation
 - centre de santé, guidance, réadaptation, hôpital
 - aide sociale à domicile
 - plaine de jeux, sport, piscine
 - centre culturel
 - stade

La cohésion sociale se construit à travers le collectif. Elle est progressive, mouvante et extensive.

La cohésion sociale locale fournit les matériaux de l'identité collective.

La qualité des relations collective participe à la conscience collective en chaque personne.

L'empreinte laissée permettra d'autres expériences en dehors et par extension jusqu'à la rencontre du « monde » collectif global par excellence.

3.4. La commune : lieu de cohabitation

Intentions-politiques et réalité

A l'ère de la mondialisation, la commune est de plus en plus le lieu de vie.

3.4.1. les fonctions actuelles

- La fonction de production industrielle lui échappe sauf à travers des facilitations financières (réduction d'impôts) ou par des équipements collectifs d'origine publique.

- La fonction urbanistique lui revient. C'est elle qui est compétente pour l'attribution de permis de bâtir. Elle applique le code wallon d'aménagement du territoire (CWATUP).

Objectifs de la CWATUP :

- munir la Wallonie d'un instrument de planification stratégique (le S.D.E.R.);
- répartir plus judicieusement les rôles des communes et de la Région;
- simplifier et rationaliser les outils d'aménagement et d'urbanisme, c'est à dire ceux qui encadrent les autorisations individuelles (les permis);
- augmenter la sécurité juridique du demandeur;
- assurer une transparence des procédures. Le demandeur est désormais systématiquement informé des étapes que suit son dossier de permis d'urbanisme et de la succession des phases qui génèrent des " prises de positions " quant à sa demande;
- établir un lien avec la sphère de l'environnement, par l'instauration d'études d'incidences sur les plans lors de leur élaboration ou encore par un premier pas vers un guichet unique d'autorisations en urbanisme et en environnement;
- doter la Wallonie d'instruments plus sûrs juridiquement et plus efficaces en matière d'aménagement opérationnel (nouvelle appellation de l'aménagement actif) : toilette des législations anciennes et instauration d'un " droit de préemption ", étape décisive vers une véritable politique foncière. »

C'est une fonction importante par l'obligation de consultation fréquente de la population pour obtenir des avis.

Cette nouvelle prérogative a un double effet :

- 1) garantir la conservation du cadre en s'opposant aux changements
- 2) provoquer l'adhésion du citoyen au projet collectif.

- La gestion de la démographie s'organise par l'administration des obligations constitutionnelles qu'impose le droit public aux communes : état civil, population, police, voirie, enseignement, santé, culture, loisirs.

- La fonction globale d'une commune est d'assurer la bonne gestion des fonctions constituant la cohésion sociale. Cette fonction est souvent qualifiée par « il fait bon vivre à »

Sa fonction essentielle est de fournir aux citoyens de quoi répondre aux besoins de base résidentiels, communautaires et sociaux des citoyens.

La qualité de la cohésion sociale va se bâtir autour de la satisfaction apportée aux besoins individuels.

Le « bon vivre » est le sentiment individuel du vécu, de la cohésion sociale et de la gestion équitable.

Les fonctions globales sont historiques. Elles se transforment lentement en fonction des moyens et des techniques.

4. A L'ÈRE DE LA MONDIALISATION,

IL Y A PLUS À FAIRE :

- 1) adapter des fonctions historiques aux nouvelles technologies
- 2) renforcer l'adhésion des citoyens aux projets collectifs
- 3) entendre les nouveaux langages issus de la migration provoquée par l'élargissement de l'Union Européenne et de la mondialisation
- 4) développer des dynamiques collectives de congruence :
 - la rencontre multiculturelle
 - des lieux de citoyenneté ouverts
 - la rencontre multigénérationnelle
 - les foyers de créativité et de rencontres artistiques

4.1. Adapter les fonctions historiques aux nouvelles techniques

Les nouvelles technologies ont été transférées dans les administrations communales. Le registre national permet la gestion centralisée de toutes les fonctions administratives d'état civil, de mouvement de la population et de sécurité.

La banque de données à l'usage de la police est elle aussi inféodée au dispositif national informatisé intégré : casier judiciaire, etc.

Le fichage n'a cependant rien changé en rapport avec le citoyen.

Les banques de données sont partiellement protégées. Elles échappent aux contrôles inhérents à la lutte contre le terrorisme et le banditisme.

4.2. Renforcer l'adhésion du citoyen a l'organisation collective de la commune

La bonne et juste information du citoyen est maintenant indispensable en dehors de toute propagande électorale. Cette fonction est la plus lacunaire voire absente.

La transparence, la clarté ne sont pas les qualités de l'organisation publique. Le pouvoir se complait trop souvent dans le secret de ses plans et décisions. Des changements significatifs doivent être faits pour provoquer l'adhésion et le dialogue démocratique du citoyen par rapport aux projets et à la gestion communale.

Chaque parti politique assure partiellement cette mission mais tous les partis politiques sont en déficit de relations de proximité. Les assemblées générales des membres, les comités sont de moins en moins utilisés comme média de l'information ou de la formation de la décision.

Les partis sont eux aussi confrontés à la bonne relation avec le citoyen de moins en moins intéressé et confiant.

Le déficit d'actions collectives entraîne un déficit de congruence. Il conduit à la perte de cohésion sociale et donc de confiance. On ne peut établir la cohésion sociale par des abstractions.

L'Administration Communale doit alors compenser ces difficultés liées aux mutations sociologiques qui frappent les relations entre les citoyens et les gestionnaires publics.

Alliant les nouvelles technologies et l'information, chaque administration devrait ajouter au Bulletin communal un e-bulletin.

Complémentairement, chaque échevinat pourrait créer un forum d'échange permettant de rencontrer les questionnements.

Au-delà du questionnement, il y a la participation aux projets.

Dans la plupart des cas, le conseil communal a, en son sein, des commissions techniques attachées aux fonctions scabinales.

La dialectique majorité-opposition est moteur de la démocratie, critique, vigilance, transparence, visibilité.

A ce stade, la participation du citoyen serait une nette amélioration voire une nécessité.

La dynamique démocratique de relation entre citoyens et pouvoir est plus cruciale encore.

Ses déficiences sont causes d'incompréhension, d'incohérence et d'intolérance. Elles détruisent la cohésion sociale.

4.3. Entendre les nouveaux langages issus de l'ouverture de l'Europe et à la mondialisation

Les communes ont des obligations d'accueil.

A l'égard des « bénéficiaires » avec statut de réfugié, les CPAS ont la mission d'assister matériellement et d'assurer l'insertion sociale.

Au-delà de ces obligations, ces personnes déracinées sont à cent lieues de nos coutumes et de notre culture démocratique.

Ces familles apprécient l'accueil sans obligation en retour. Elles deviennent des foyers de désorganisation. Elles rassemblent tous les risques par rapport à l'inclusion et l'insertion. Elles ne sont pas d'emblée aspirées dans un mouvement d'intégration.

Les migrations internes à l'Union Européenne sont plus sereines sur le plan administratif.

Par contre, sur le plan de l'intégration socioculturelle tout est à faire.

La libre circulation des travailleurs au sein de l'Union Européenne règle les questions économiques de l'emploi.

Sur le plan social et culturel, c'est le vide ! Tout reste à faire.

4.4. Développer des dynamiques collectives de confiance

4.4.1. Les rencontres multiculturelles

Des bonnes pratiques en ce domaine peuvent être citées.

Au Broukay, à l'initiative des travailleurs issus de l'immigration, des rencontres s'organisent associant la spontanéité, la culture, l'art populaire, l'alimentatin.

Ce foyer multiculturel recèle en lui tous les potentiels de la reconnaissance, la compréhension réciproque.

Ces expériences ont un effet laboratoire réussi. Elles peuvent être différées dan un autre lieu.

Du Broukay, les soirées ont été portées au Motorium où déjà des tentatives avaient eu lieu.

Au petit village gourmand du Motorium, chaque vendredi est consacré à une culture différente supportée par l'image, le texte, des objets symboliques.

Toutes ces expériences sont à portées multiples.

Elles sont le support de formation à l'animation. Elles utilisent les ressources identitaires des stagiaires en recherche d'intégration par le travail. Elles font vivre à tous les visiteurs, dans la confiance, le respect, les originalités de chacun.

L'effet « laboratoire » peut s'étendre, devenir porteur de communication.

Le Ministre MARCOURT a organisé en cette fin août une journée multiculturelle « barbecue du monde » sur l'îlot du Parc de la Boverie.

Outre l'effet politique, ces manifestations impriment des nouveaux reflets à la culture locale où étincellent toutes les différences.

4.4.2. Des lieux de citoyenneté ouverts

Le discrédit du politique lamine la notion de citoyen dans nos régions et ailleurs. Les comportements de trop de politiciens nuisent aux valeurs et au sens de la démocratie.

La gauche a attiré en son sein des personnages guidés par l'apport du gain facile. Ce n'est pas ce que veut la sociale-démocratie mais c'est un fait.

La droite portée par ces intérêts financiers vide l'Etat de ses ressources et de ses revenus pour les différer vers les entreprises privées et ainsi à travers l'Europe gonfler les fortunes des actionnaires et des groupes financiers au détriment des simples citoyens de moins en moins protégés.

Ce n'est pas ce que veut le libéralisme social mais c'est un fait.

Le citoyen est emporté dans ses droits, sa qualité de vie par le « mensonge politique ».

Il perd confiance. Il est impérieux de rapprocher « le citoyen » et le « politique ».

Pour cela, il faut replacer l'habitant dans une position de « citoyen responsable » de manière continue.

Il faut appeler le « mandataire élu » dans la position d'informer, de rendre des comptes, d'expliquer, d'écouter.

A défaut, il devient « le politique » et emporte avec lui le discrédit dû à l'opacité, la non-information, l'interprétation.

L'exemple du « café-citoyen » au Motorium est une bonne pratique car elle est ouverte, sincère, sans arrière pensée.

« Café citoyen » est un espace mensuel initié par l'équipe Work'inn au Motorium. Le comité de « quartier des usines » s'est maintenant associé à l'initiative.

Les sujets du quartier en transformation sont à l'ordre du jour des rencontres où le bourgmestre et/ou les échevins, des responsables d'entreprise apportent leur éclairage.

Le but n'est pas de se substituer aux rôles d'information des partis. Il faut recréer des « AGORA » pour recréer de nouvelles relations populaires, la confiance réciproque.

4.4.3. Des rencontres multigénérationnelles

Les séniors représentent bientôt plus de 50% de la population.

Eloignés des circuits actifs, ils sont naturellement exclus de la vie démocratique de la commune. Considérés comme non éligibles par les partis, ils perdent leur statut de citoyen.

La ré-intégration des seniors dans le circuit démocratique est un chantier urgent.

Les partis politiques devront revoir leur position par rapport à cette exclusion, à défaut des partis seniors prendront place. Nous avons tout à inventer.

Nous abordions lors de la précédente Université d'Eté dans « l'ère d'Abraham », la position des seniors et des retraités dans la politique.

Nous vous y renvoyons.

Les rencontres intergénérationnelles n'ont pas été des réussites jusqu'à présent. Pourtant à l'ère de la mondialisation les potentialités portées par la mémoire et l'expérience seraient un facteur de maturation des analyses et de mise en perspective.

D'autres pistes restent à suivre pour éviter l'exclusion sociale :

- 1) favoriser le maintien au travail à temps partiel au-delà de 65 ans
- 2) répéter les tentatives d'actions intergénérationnelles pleinement ouverte
- 3) valoriser la fonction de la mémoire dans la vie collective
- 4) introduire « l'inclusion de toutes les catégories d'âges » comme un critère de qualité de vie dans les communes.

4.4.4. Des foyers de créativité et de rencontres artistiques

A l'ère de la mondialisation, des fonctions nouvelles vont sortir du chapeau du magicien au grand cirque planétaire.

Jacques CHARLIER, artiste liégeois, inventeur né, nous a montré l'année dernière l'importance de fonctions nouvelles relevant de la créativité par « l'activité » disait-il :

- être « passeur » d'un état à l'autre :
 - de jeune à vieux
 - d'étudiant à travailleur
 - de travailleur à l'état d'inactivité
 - de bien portant à l'état de malade
 - d'actif à inactif
- être « activateur » d'énergie pour les déprimés de l'inactivité et les désespérés du bonheur
- des « créateurs » d'art, de littérature, d'expression
- des « révélateurs » de projets et de passions

Ces fonctions ne peuvent être institutionnalisées mais doivent être contenues dans l'exercice des fonctions traditionnelles.

La commune s'alimente par la richesse de la conscience collective de ceux qui l'habitent. Celle-ci doit toujours être renouvelée.

La santé mentale d'un groupe est assurée par la créativité de ses membres.

Le Monde Diplomatique d'Août 2007 apporte opportunément un éclairage complémentaire inespéré dans une double page signée Molly Nesbit « UTOPIA STATION »

« Peut-être sommes-nous en train de vivre d'une manière nouvelles les rapports entre art et pratiques sociales.

Les œuvres d'art épousent la réalité, appelant de nouveau à l'apparition de cent fleurs ; des choses s'effondrent.

Les arts pénètrent l'espace qui leur est extérieur. Il s'agit d'une quête locale. Beaucoup voient là un état d'urgence.

Utopia Station a vu le jour en 2003 sous forme d'un projet d'exposition à la Biennale de Venise, puis à la Haus der Kunst de Munich, et a pris depuis différentes formes : site internet (www.e-flux.com), pages dans la presse, rencontres, séminaires, et une série d'interventions en marge du forum social mondial de 2005 à Porto Alegre.

Une gare Utopia s'est donc installée ce mois-ci dans les pages du *Monde Diplomatique*.

Le Plan d'amitié entre art et philosophie commence par une poignée de main, scellée par le partage de certains concepts. Impossible de distinguer une main de l'autre.

La philosophie et l'artiste apportent leurs idées à un débat-dialogue en sachant qu'ils ne sont ni les premiers ni les derniers à le faire ».

Chaque citoyen est, à la mesure, philosophe et artiste dans sa sphère, son vécu et sa réalité.

La commune réinventée à l'ère de la mondialisation est bien le « lieu intime » de la cohésion sociale où se crée la congruence entre les acteurs actifs et passifs.